

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 25/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC ENERGIES 66

Coume dels Très Pilous

66600 Calce

Réf. : 2024-12-PR/EX

Code AIOT : 0018300005

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2024 de l'incinérateur exploité par la société PAPREC ENERGIES 66 implanté Coume dels Très Pilous sur la commune de Calce. L'inspection a été annoncée le 18/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité annuelle de visite pour ce site.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les thèmes retenus pour cette inspection correspondent aux thèmes suivants des actions nationales 2024 :

- vérification de l'échéance de décembre 2023 pour la mise en conformité au titre de la directive IED
- sécheresse, vérification de l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux économies d'eau et des dispositions spécifiques locales.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC ENERGIES 66
- Coume dels Très Pilous 66600 Calce
- Code AIOT : 0018300005
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société CYDEL a été chargée par le SYDETOM 66 d'assurer une Délégation de Service Public pour le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'un centre de tri et d'un incinérateur avec valorisation énergétique. Dans ce cadre la société CYDEL a été autorisée initialement par arrêté préfectoral n° 4210 du 22 novembre 2000, à exploiter un centre de tri de déchets ménagers issus de collectes sélectives et de Déchets Industriels et Commerciaux Banals (DICB), aux fins de valorisation matière et un incinérateur de déchets non-dangereux et de déchets d'activités de soins à risques infectieux.

L'extension de cet incinérateur par l'adjonction d'un 3ème four a été autorisée par arrêté n° 690/06 du 16 février 2006, qui constitue l'acte administratif de référence.

Les activités principales autorisées sont les suivantes :

- Tri et préparation de déchets ménagers issus de collectes sélectives, en vue de leur valorisation matière, pour un tonnage maximum annuel entrant de 30.000 tonnes.
- Exploitation d'une Unité d'Incinération avec valorisation énergétique (UVE) dimensionnée pour traiter une charge thermique équivalente à 240.000 tonnes par an de déchets, au moyen de trois fours à grilles respectivement de capacité nominale 11 t/h, 11 t/h et 7 t/h ce qui donne une capacité totale de 29 t/h.
- Incinération des DASRI pour une capacité de 17000 t/an.
- Mise en balles de déchets après extraction de la partie fermentescible des OM pour une capacité de 25 t/h et une capacité de stockage de 9750 t. La mise en balles permet de faire face à la surproduction pendant la saison estivale ou de délester une partie des déchets pendant les arrêts techniques. Les déchets sont d'abord triés afin d'extraire la partie fermentescible puis les déchets «propres et secs» sont mis en balles et stockés dans un bâtiment spécifique. Ces balles sont incinérées pendant la période d'hiver.

Le 3e four a été mis en service au début de l'année 2009 amenant cet incinérateur à sa capacité nominale.

Le centre de tri a été modernisé en 2013 afin de passer d'une capacité de production de 6,7 t/h à 10 t/h.

Plus récemment en 2018 / 2019 CYDEL a modifié les équipements de valorisation de la chaleur produite par la combustion des déchets dans les 3 fours afin de pouvoir desservir un réseau de chaleur, en plus de la génération d'électricité par une turbine à condensation. Le réseau de chaleur a été mis en service en avril 2019.

Cydel a été intégré à la société Dalkia Waste Energie (groupe EDF) après le rachat par celle-ci du groupe TIRU.

Au début de l'été 2021 Dalkia a cédé sa branche Dalkia Waste Energy au groupe PAPREC.

Par courrier du 03/10/2022 le directeur de UVE de Calce a informé la préfecture du changement de dénomination sociale de la société CYDEL en PAPREC ENERGIES 66 et confirmé qu'il ne s'agit pas un changement d'exploitant, les autres caractéristiques de la société étant inchangées.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Conformité incinérateurs IED
- AN24 Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Surveillance des PBDD/F	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2 § 2.2.2.a	Demande d'action corrective	2 mois
6	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3 § 3.5.1	Demande d'action corrective	2 mois
13	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
15	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 4.1.1	Prescriptions complémentaires	4 mois
16	Sécheresse : respect des mesures d'adaptation	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 4.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
4	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Sans objet
5	Efficacité énergétique de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.7	Sans objet
7	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	normales		
8	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	Sans objet
9	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	Sans objet
10	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
11	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
12	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
14	Adaptations locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5	Sans objet
17	Sécheresse : bilan	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 4.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'action nationale « Conformité incinérateurs IED », l'inspection a pu constater que l'exploitant a mis en œuvre les moyens permettant de respecter l'échéance fixée au 03/12/2023 par la directive IED pour l'application des différentes MTD.

Concernant l'action nationale « Sécheresse », l'inspection a pu constater que bien que cette installation ne soit pas concernée par l'arrêté ministériel sécheresse du 30/06/2023 du fait de l'exclusion de l'activité de traitement des déchets, les actions locales spécifiques sont respectées, mais nécessitent d'être complétées compte tenu de la persistance de la période de crise.

Par ailleurs l'inspection considère que compte tenu de la situation persistante de sécheresse avec un niveau de crise, l'étude technico-économique « Sécheresse » doit être complétée par l'étude des solutions alternatives à un prélèvement en nappe et de la faisabilité technique opérationnelle de chacune des solutions étudiées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative de l'installation
Prescription contrôlée : <u>Article 1 AM du 12/01/2021</u> Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes : 1. Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets : [...] b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ; [...] <u>Article 1.6.1.3 AP du 16/02/2006- Justification de la conformité à l'arrêté ministériel du 12/01/2021</u> A l'échéance du 03/12/2023 la société CYDEL transmet à l'inspection des installations classées un document justifiant de la conformité du site avec les paragraphes ci-après des annexes à l'arrêté ministériel du 12/01/2021 : <ul style="list-style-type: none">• § 2.1. Système de management environnemental : plan de gestion des OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales - Other Than Normal Operating Conditions), point 24 du § 2.1 ;• § 2.2.2. Surveillance des effluents gazeux : mesure en continu du mercure, analyse mensuelle des PCB de type dioxines durant 24 mois consécutifs, réduite à une fois tous les 6 mois si les niveaux d'émissions sont inférieures à 0,01 ng OMS- TEQ/Nm³, mesure annuelle du Benzo[a]pyrène ;• § 2.2.5. Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) : surveillance des OTNOC (au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF) ;• § 3.2. Livraison des déchets (voir MTD 11 du dossier de réexamen) : échantillonnage périodique des livraisons de déchets ;

- § 3.5.1. Plan de gestion des OTNOC et § 3.5.2. Évaluation périodique des OTNOC : plan de gestion complet des OTNOC comprenant un programme de surveillance des émissions atmosphériques en conditions d'exploitation autres que normales ;
- § 7.1.1 Valeur limite des NOx et NH3.

Constats :

Les activités de la société CYDEL sont classées sous la rubrique principale 3520 « Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets », la capacité de traitement des déchets non dangereux étant supérieure à 3 t/h (capacité de traitement autorisée de 29 t/h).

La société PAPREC ENERGIE est donc bien concernée par la directive IED et a adressé, suite à la publication le 03/12/2019 de la décision d'exécution 2019/2010 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets (WI), le dossier de réexamen et le rapport de base à l'inspection des installations classées par courrier du 18/12/2020. Ce dossier a fait l'objet d'une demande de compléments par courrier du 19/01/2021 et a été complété par courrier du 02/04/2021 et par mail du 25/06/2021.

L'instruction de ce dossier a abouti au rapport de l'inspection du 30/08/2021 et à l'arrêté complémentaire du 10/03/2022 modifiant l'arrêté d'autorisation afin d'intégrer les obligations découlant de la directive IED et les dispositions complémentaires de l'arrêté ministériel d'application du 12/01/2021.

L'exploitant n'a pas adressé le document justifiant de la conformité au 03/12/2023, document demandé à l'article 1.6.1.3 de l'arrêté préfectoral du 16/02/2006.

En préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis :

- une note explicative pour la mise en place de la gestion des OTNOC ;
- un document justifiant de la mise en place, pour 2024, d'une analyse mensuelle des PCB et d'une mesure annuelle du Benzo[a]pyrène par le laboratoire SOCORAIR ;
- un rapport d'essai du laboratoire SOCORAIR concernant un prélèvement effectué le 01/10/2021 au démarrage de la ligne 2 ;
- un rapport du laboratoire SOCOR du 03/04/2023 concernant l'analyse de déchets solides
- A titre d'exemple le tableau de suivi mensuel des émissions atmosphérique du mois de décembre 2023 pour le four n°1 qui fait apparaître les nouvelles valeurs limites pour le NOx et le NH3

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit adresser à l'inspection le document demandé à l'article 1.6.1.3 de l'AP du 16/02/2006 justifiant formellement de la mise en conformité avec l'arrêté ministériel du 12/01/2021.

L'inspection propose, pour ce faire, de mettre à jour le tableau d'analyse de l'AM du 12/01/2021 qui était annexé au dossier de réexamen.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2 § 2.2.2.a

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée : Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6). Notas : (5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année. (6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p>
<p>Constats : L'exploitant confirme que les analyseurs pour le mercure ont été installés ; un analyseur par cheminée + un analyseur redondant pour les 3 cheminées. Le CAL2 a été réalisé, l'exploitant est en attente du rapport. Le renvoi [6] n'est pas applicable pour l'UTVE de Calce.</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis les rapports d'analyses en continu du mois de décembre 2023 des 3 lignes, sur lesquels figurent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les résultats des analyses du mercure ; • le compteur 500 h cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu du mercure. <p>L'exploitant précise que le redondant permet de suppléer automatiquement l'analyseur principal en cas de défaillance.</p> <p>De même pour les calibrations périodiques des analyseurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit la calibration est réalisée à cheval sur 2 mesures 1/2 heure, sur un temps inférieur à 10 min pour ne pas perdre la valeur 1/2 heure ; • soit le redondant prend le relais de l'analyseur principal. <p>Le tableau des résultats du mois de décembre fait apparaître un dépassement jour sur la ligne 2, pic à 114 micro-g/Nm³ pour une VL de 20.</p> <p>L'exploitant commente ce résultat en précisant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ce pic provient des déchets (par exemple un thermomètre mercure) ; • les pics sont très ponctuels mais importants et ensuite le système prend du temps pour se rééquilibrer. • sur la base du REX des incinérateurs allemand en avance sur les mesures du mercure, la possibilité d'utiliser un coke de lignite additivé, plus efficace pour piéger le mercure est à l'étude.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-DL dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2 § 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois.

(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.

PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm³.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

Constats :Surveillance PBDD/PBDF

L'UTVE de Calce n'incinère pas de déchets contenant des retardateurs de flamme bromés et n'injecte pas de brome en continu.

Complément post-inspection : le ministère considère que les exploitants des incinérateurs d'ordures ménagères ne peuvent justifier de l'absence de déchets contenant du brome du fait de la diversité des déchets dans les sacs noirs, en conséquence le ministère confirme que les mesures semestrielles de PBDD/PBDF doivent être réalisées.

Surveillance PCDD/PCDF

L'exploitant fait réaliser des mesures semestrielles et mensuelles par un organisme extérieur pour les PCDD/PCDF.

En préparation de l'inspection, l'exploitant a adressé la commande 2255874/1006295/L001 du 20/11/2023 passée avec le laboratoire SOCORAIR, concernant les analyses des rejets atmosphériques. Cette commande prévoit 13 analyses PCB DL sur les 3 lignes (fréquence de 28 jours pour l'échantillonnage long)

Lors de l'inspection l'exploitant présente la commande n° 225871/1006295/L0001 du 20/11/2023 passée avec le laboratoire SOCORAIR, concernant l'analyse semestrielle pour l'échantillonnage court terme.

Concernant la 2ème analyse semestrielle l'exploitant précise qu'elle est réalisée lors du contrôle inopinée demandé par la DREAL.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

Les analyses semestrielles doivent intégrer les mesures des PBDD/PBDF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2 § 2.2.5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu.</p> <p>Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.</p> <p>Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la surveillance des émissions en conditions OTNOC continue à être réalisée si le dysfonctionnement conduisant à la situation OCNOC ne vient pas de l'analyseur ; • si le dysfonctionnement provient de l'analyseur, l'analyse continue à être réalisée avec l'analyseur redondant qui équipe chaque ligne ; • il est bien prévu de mesurer tous les 3 ans les émissions à la cheminée durant les phases de démarrage et d'arrêt sans combustion de déchets sur les polluants mesurés en continu + métaux + PCDD/F. <p>En préparation de l'inspection, l'exploitant a adressé à titre d'exemple le rapport d'essais 21EN713 du laboratoire SOCORAIR concernant les prélèvements effectués le 01/10/2021 au démarrage de la ligne 2.</p> <p>L'exploitant précise avoir prévu (devis demandé à SOCORAIR) de faire réaliser les analyses des émissions à la cheminée durant les phases de démarrage et d'arrêt sans combustion de déchets des 3 fours en 2024.</p> <p>Lors de ces analyses les polluants émis proviennent des brûleurs au fioul de réchauffage des fours. L'exploitant signale la difficulté pour planifier ces analyses avec le bureau d'études puisqu'il y a régulièrement des imprévus lors des arrêts techniques ce qui décale les date de redémarrage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Efficacité énergétique de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2 § 2.2.7
Thème(s) : Actions nationales 2024, Efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant détermine, dans le cas d'une nouvelle unité d'incinération ou après chaque modification d'une unité d'incinération existante susceptible d'avoir une incidence notable sur l'efficacité énergétique, l'efficacité de production électrique brute, l'efficacité de valorisation énergétique brute ou le rendement de la chaudière en procédant à un essai de performance à pleine charge.</p> <p>Dans le cas d'une unité d'incinération existante qui n'a pas fait l'objet d'un essai de performance, ou lorsqu'il n'est pas possible de réaliser un essai de performance à pleine charge pour des raisons techniques, il est possible de déterminer l'efficacité de production électrique brute, l'efficacité de valorisation énergétique brute ou le rendement de la chaudière en tenant compte des valeurs de conception dans les conditions de l'essai de performance.</p>

L'efficacité de production électrique brute ainsi que l'efficacité de valorisation énergétique brute sont explicités au sein de l'annexe 1 - paragraphe 1.4.

Les rendements indiqués dans le tableau ci-après pour les installations d'incinération des boues d'épuration et des déchets dangereux autres que les déchets de bois dangereux sont exprimés comme le rendement de la chaudière.

Ce dernier représente le rapport entre l'énergie produite par la chaudière (par exemple, vapeur, eau chaude) et l'énergie fournie au four par la combustion des déchets et du combustible auxiliaire (exprimées en fonction du pouvoir calorifique inférieur). Les unités d'incinération respectent les niveaux d'efficacité énergétiques minimaux fixés dans le tableau de l'article 2.2.7

Constats :

Le dossier de réexamen justifie le respect de la MTD20 concernant l'efficacité énergétique par l'application d'une combinaison des techniques indiquées, à savoir :

- Sur l'unité d'incinération de CALCE, le débit des fumées est constamment régulé notamment en améliorant la distribution de l'air. La réduction des débits des fumées limite la demande d'énergie et permet de préserver les équipements.
- Les déperditions de chaleur sont réduites au minimum, notamment par une attention particulière sur l'isolation thermique des fours et des chaudières. A cet effet, toutes les parties jointées sont contrôlées lors des arrêts techniques programmés. S'ils sont jugés défectueux, ils sont remplacés.
- Un système de ramonage est en place sur chaque ligne
- Sept échangeurs de chaleur supplémentaire ont été rajoutés en 2019 sur le réseau de vapeur dont 3 sur les gaines de fumées en amont des cheminées permettant ainsi d'optimiser la valorisation de la chaleur produite par la combustion des déchets et d'alimenter le réseau de chaleur
- A l'UVE de CALCE, il y a une production combinée de chaleur et d'électricité, dans laquelle la chaleur (résultant essentiellement de la vapeur qui est soutirée de la turbine) est utilisée pour produire de l'eau chaude utilisée dans un réseau de chaleur urbain.

Les essais de performance ont été réalisés à 1500 h et 8000 h d'utilisation de chaque four, mais ces essais n'intègrent pas le réseau de chaleur mis en service ultérieurement.

L'exploitant présente en séance le résultat du calcul de l'efficacité énergétique réalisé sur la base de la formule mentionnée à l'annexe 1 § 1.4 de l'AM du 12/01/2021.

Ce calcul aboutit à une performance de 23 %.

L'UTVE de Calce respecte le niveau d'efficacité énergétique minimal fixé à 20 %, pour les unités existantes et atteignant le niveau de rendement énergétique R1 (cf tableau annexe 2 § 2.2.7 de l'AM du 12/01/2021).

L'exploitant précise avoir prévu de réaliser ce calcul tous les ans, qui sera présenté soit dans le rapport annuel soit dans le rapport du 4ème trimestre parallèlement au calcul de la performance énergétique de l'UTVE en application de l'annexe VI de l'AM du 20/09/2002.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3 § 3.5.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.

Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.

Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four, programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

Le dossier de réexamen a justifié que l'UTVE de Calce respecte les exigences de la MTD1 concernant le système de management environnemental, excepté pour ce qui concerne le plan de gestion des OTNOC qui devait être mis en place avant le 03/12/2023.

En préparation de l'inspection, l'exploitant a adressé une note explicative pour la mise en place de la gestion des OTNOC.

Cette note décrit comment de nouvelles fonctionnalités du contrôle-commande plus un suivi documentaire sont mis en œuvre pour permettre de satisfaire aux exigences de la législation suivant l'AMPG et les MTD en ce qui concerne la définition et la gestion des conditions opératoires de fonctionnement autres que normales (OTNOC).

D'après cette note :

- la définition des périodes d'OTNOC au démarrage et à l'arrêt suit les recommandations du guide FNADE/SNIDE/SEVU ;
- la liste des situations OTNOC pouvant avoir un impact sur les rejets de polluants propres à l'UTVE a été établie, en s'appuyant sur l'annexe 12 du guide FNADE ; 27 conditions OTNOC pour le site de Paprec Energie 66 ont été identifiées. Ces conditions sont précisées en annexe de la note explicative ;
- une partie des conditions OTNOC peut être détecté automatiquement par le système d'acquisition et traitement des données ; des compteurs individuels annuels sont mis en place afin de comptabiliser chacune des OTNOC ;
- les conditions non détectables automatiquement sont identifiées par un dépassement de seuil et sont incrémentés sur un compteur spécifique ;
- les phases de démarrage et d'arrêt sans combustion de déchets ne seront comptabilisées

dans le compteur « 250 h » qu'en cas d'arrêt fortuit ;

- les arrêts et dysfonctionnements des systèmes de mesure des émissions sont déjà comptabilisés dans un compteur « 60 h », ils ne seront donc pas comptabilisés dans le compteur « 250 h ».

Concernant ce dernier point, l'inspection note que le § 3.5.1 prévoit spécifiquement de ne pas intégrer les indisponibilités des analyseurs du mercure et des mesures en semi-continu dans la limite de 15 % et pas des autres paramètres.

Position post-inspection : l'inspection confirme que les 2 compteurs « 60h » et « 250h » doivent être incrémentés simultanément lors des arrêts et dysfonctionnements des systèmes de mesure des émissions à l'exception du dispositif de mesure de mercure et de la durée des dispositifs de mesure semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.

L'exploitant indique un autre point de discussion entre le ministère et la FNADE concernant les dysfonctionnements à comptabiliser dans le compteur 250 h.

La FNADE souhaite comptabiliser uniquement les dysfonctionnements ayant conduit à un dépassement.

Le ministère indique que tous les dysfonctionnements doivent être comptabilisés même s'ils ne conduisent pas à un dépassement.

Dans l'attente d'un éclaircissement, l'exploitant indique faire figurer les 2 situations sur le tableau des résultats trimestriels (compteur 250 h H1 et compteur 250 h H2).

Le § 4.3 de la note explicative concerne le plan de gestion des situations OTNOC et le plan d'action associé.

Ce paragraphe reprend les exigences de l'arrêté ministériel et prévoit plus spécifiquement :

- la mise en place d'un tableau permettant d'alimenter la revue périodique du plan de gestion des OTNOC et d'identifier chaque période d'OTNOC ;
- que la revue périodique du plan de gestion doit permettre d'identifier les situations à risque et l'impact environnemental et d'améliorer continuellement l'adéquation, la pertinence et l'efficacité du plan de gestion ;
- à l'issue de la revue et pour enregistrement, la table des situations d'OTNOC sera mise à jour, un plan d'action sera établi, de nouveaux objectifs seront établis.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

Les 2 compteurs « 60h » et « 250h » doivent être incrémentés simultanément lors des arrêts et dysfonctionnements des systèmes de mesure des émissions à l'exception du dispositif de mesure de mercure et de la durée des dispositifs de mesure semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3 § 3.5.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée :

<p>L'évaluation périodique consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ; l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ; la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ; l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
<p>Constats :</p> <p>Cf point de contrôle précédent.</p> <p>La note explicative pour la mise en place de la gestion des OTNOC rappelle que l'objectif de la revue périodique du plan de gestion des OTNOC est d'identifier les situations à risque et l'impact environnemental et d'améliorer continuellement l'adéquation, la pertinence et l'efficacité du plan de gestion.</p> <p>Les tâches prévues lors de la revue de gestion sont notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> Examiner en détail chaque OTNOC détectés lors de l'exploitation pour déterminer la cause ; Classer chacun de ces OTNOC en termes de priorité vis-à-vis de la conséquence de cet OTNOC et de son impact environnemental (en estimant les émissions de polluants) ; Identifier pour chacun de ces OTNOC les possibilités d'amélioration (procédure de maintenance préventive, modification d'équipement ou de la surveillance...) pour réduire le nombre, la durée ou l'impact sur les émissions de cet OTNOC ; Vérifier si des modifications ont été effectuées sur les systèmes de traitement pendant la période et les intégrer au tableau des situations OTNOC le cas échéant ; Examiner en détails les situations d'arrêts d'urgence et d'arrêt fortuits reportées lors de l'exploitation pour en limiter autant que possible le nombre, l'impact sur les émissions et / ou la durée par la mise en œuvre de procédures opérationnelles (par exemple : optimisation de la chaîne d'approvisionnement pour limiter l'exploitation en discontinu ; ajout de maintenance préventive pour limiter les arrêts sur incident...). <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le rapport annuel devra comprendre un § synthétisant les résultats de la revue périodique du plan de gestion des OTNOC.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 7 § 7.1.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.</p>
<p>Constats :</p>

<p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> le tableau de suivi mensuel des émissions atmosphériques en continu du mois de décembre 2023, qui reprend pour les différents paramètres mesurés en continu (Poussières, COT, HCl, SO₂, NO_x, CO, NH₃, Hg) les nouvelles valeurs limites VLE NOC de l'annexe 7 de l'AM du 12/01/2021 en plus des VL de l'AM du 20/09/2002 toujours applicables ; le contrat avec le laboratoire SOCORAIR concernant la réalisation des analyses périodiques <p>Les tableaux de surveillance mensuelle permettent de suivre les différents compteurs. En particulier les nouveaux compteurs suivants ont été intégrés pour suivre les nouvelles exigences :</p> <ul style="list-style-type: none"> moyennes en défaut ou maintenance (500 h) de l'analyseur mercure ; compteur OTNOC H1 250 h/an (tous les dysfonctionnements) ; compteur OTNOC H2 250 h/an (uniquement les dysfonctionnements ayant conduit à un dépassement) ; compteur arrêt d'urgence. <p>L'exploitant confirme qu'un code couleur permet d'identifier si le dépassement concerne les VL NOC ou les VL de l'AM du 20/09/2002.</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : Les tableaux trimestriels doivent comprendre une note explicative précisant notamment comment les différents compteurs sont incrémentés. Les FAQ rédigées en cas de dépassement doivent préciser la où les conditions OTNOC ayant conduit au dépassement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions
<p>Prescription contrôlée : Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.</p>
<p>Constats : L'UTVE de calce n'a pas de rejet résiduaire issu du procédé industriel ou du lavage. Les seuls rejets correspondent aux eaux pluviales.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant
Prescription contrôlée :

<p>I. Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. <p>[...]</p> <p>III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'UTVE de Calce est une installation de tri et traitement de déchets non dangereux exclue des établissements soumis à des obligations de réduction du prélèvement en fonction des niveaux de gestion ;</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Réductions imposables à l'exploitant

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.</p> <p>Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sans objet, disposition non applicable à l'UTVE de Calce</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Les installations exemptées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2</p>

Prescription contrôlée :

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

Constats :

L'UTVE de Calce, installation de tri et traitement de déchets non dangereux, fait partie des exceptions mentionnées à l'article 3-1°

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV

Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire

Prescription contrôlée :

Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire>.

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

<p>Constats :</p> <p>PAPREC transmet toutes les semaines à l'inspection, par mail, un bilan des consommations d'eau qui précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le milieu prélevé : Domaine plissé Pyrénées axiales dans le BV de la Têt et de l'Agly (code masse d'eau DG615) ; • Le bilan des prélèvements d'eau : total, forage F2bis et forage F3 ; • Le bilan de la consommation d'eau : process, incendie, sanitaires ; • Le tonnage traité durant la période ; • La consommation spécifique en l/t ; • Les actions spécifiques menées durant la période. <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le bilan hebdomadaire ne permet pas de suivre les évolutions de la consommation et les mesures d'économie réalisées.</p> <p>Compte tenu de la persistance de l'épisode sécheresse, l'inspection demande de compléter ce bilan afin de pouvoir davantage suivre l'évolution de la situation (tableau + courbe), notamment pour ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les prélèvements (suivi annuel, mensuel, hebdomadaire par forage et totaux) ; • les consommations par usage (suivi annuel, mensuel, hebdomadaire pour le canal mâchefer, le traitement des fumées, la chaudière, l'incendie, le sanitaire) ; • la consommation spécifique ; • le niveau piézométrique du forage F2bis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 14 : Adaptations locales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prescriptions locales plus contraignantes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorité administrative compétente en matière de police des installations classées peut adapter les dispositions du présent arrêté aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2 ou en modifiant la liste des installations, des exploitants ou des pourcentages mentionnés à l'article 3 et adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures spécifiques applicables à l'UTVE sont fixées à l'article 4.1.4 « Adaptation des prescriptions sur les prélèvements en cas de sécheresse » de l'AP du 16/02/2006.</p> <p>Voir points de contrôles suivants</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 4.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Sécheresse
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes, sans préjuger des dispositions du décret du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau : <ul style="list-style-type: none">• Origine de la ressource : Forage F2BIS<ul style="list-style-type: none">◦ Consommation maximale annuelle : 100 000 m³/an◦ Débit maximal Horaire 35 m³/h◦ Débit maximal Journalier 400 m³/j◦ Utilisation :<ul style="list-style-type: none">▪ Eaux de procédé (chaudière, circuit vapeur, traitement des fumées, refroidissement des mâchefers,...)▪ Eaux de lavage (sols, containers de déchets hospitaliers,...)• Origine de la ressource : Forage F3<ul style="list-style-type: none">◦ Débit maximal Horaire 10 m³/h◦ Débit maximal Journalier 70 m³/j◦ Utilisation : Usage domestique Article 1 AP n° 2020 050-0001 du 19/02/2020 La société CYDEL [...] est tenue d'établir et de transmettre au préfet des Pyrénées-Orientales dans un délai de 12 mois après la signature du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">➤ une étude technico-économique concernant les conditions de prélèvement et déterminant les actions et mesures qui peuvent être mises en œuvre pour diminuer le débit instantané de prélèvement ; [...]
Constats : Pour mémoire (cf point de contrôle n° 1 de l'inspection sécheresse du 25/04/2023) : <ul style="list-style-type: none">• le site prélève son eau par l'intermédiaire de 2 forages, le forage F2bis qui a été mis en service à l'été 2008 et est utilisé pour le process et le forage F3 qui est utilisé pour la distribution de l'eau sanitaire ;• la consommation annuelle s'élève à 69000 m³/an en moyenne sur les 10 dernières années (64849 m³ sur 2022). La consommation sur 2023 a été de 67269 m ³ . L'inspection constate qu'il n'y a pas eu d'économie significative par rapport à la moyenne des 10 dernières années, malgré la période de crise sécheresse. L'exploitant présente la courbe du niveau de la nappe dans le forage F2bis ; ce niveau est en baisse constante depuis le mois de mai 2021. Sur 2023 le niveau a baissé d'environ 4 m et le niveau a baissé de 10 m depuis mai 2021. L'exploitant confirme que la pompe se situe à environ 30 m sous le niveau actuel de la nappe et qu'il ne devrait donc pas y avoir de rupture d'approvisionnement sur le court terme. En réponse à l'observation formulée par l'inspection lors de la visite du 25/04/2023 concernant l'étude des solutions de substitution à l'utilisation de l'eau du forage, PAPREC indique avoir participé à une réunion d'information organisée par PMM et Véolia sur la réutilisation des eaux

traitées.

L'exploitant indique à ce propos que :

- le gestionnaire de la step prévoit un coût pour la mise à disposition de l'eau de rejet qui s'ajoutera au coût d'acheminement ;
- la step la plus proche est celle de Baixas distante de 8 km. D'après les données de PMM cette step rejette 214000 m³/an avec une qualité classée D ;
- une autre solution serait d'utiliser le réseau d'adduction d'eau récemment mis en place à proximité de l'usine, à priori par l'ASA du canal de Pézilla, pour l'arrosage des cultures.

En application de l'article 1 de l'AP n° 2020 050-0001 du 19/02/2020, l'exploitant a remis une étude technico-économique concernant les conditions de prélèvement et déterminant les actions et mesures qui peuvent être mises en œuvre pour diminuer le débit instantané de prélèvement.

Compte tenu de la situation persistante de sécheresse avec un niveau de crise, il s'avère que l'étude technico-économique n'a pas suffisamment analysé les solutions alternatives qui peuvent être mises en œuvre en remplacement d'un prélèvement dans la nappe.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande de compléter l'étude technico-économique « Sécheresse » par l'examen :

- des solutions alternatives à un prélèvement en nappe ;
- de la faisabilité technique opérationnelle de chacune des solutions étudiées.

Les solutions de réutilisation des eaux de step et d'utilisation des réseaux d'adduction d'eau de surface doivent en particulier être examinées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 16 : Sécheresse : respect des mesures d'adaptation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 4.1.4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Sécheresse

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>.

Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

Les mesures d'urgence sont les suivantes :

Seuil de vigilance :

- Information du personnel sur l'état de sécheresse et rappel des mesures d'économie d'eau

élémentaires ;

- Affichage de panneaux de sensibilisation aux principaux points d'utilisation d'eau ;
- Organisation d'une ronde hebdomadaire pour vérifier l'absence de fuite (moyens incendie armés, tuyaux alimentation en eau de l'installation, réseau de forage...) et réparation des fuites dans la journée ;
- Relevé des compteurs d'eau à fréquence hebdomadaire et consignation sur le registre des prélèvements / consommations.

Seuil d'alerte (en complément des mesures du seuil précédent) :

- Complément d'information du personnel sur l'évolution de l'état de sécheresse et renforcement de l'affichage ;
- Arrêt de l'arrosage des « espaces verts » ;
- Test des motopompes et des canons à mousse en fosse UVE, limité à 1 semaine sur 2 ;
- Report des opérations de curage des rétentions ;
- Report des opérations d'entretien non essentielles, induisant une consommation importante d'eau.

Seuil d'alerte renforcée (en complément des mesures du seuil précédent) :

- Complément d'information du personnel sur l'évolution de l'état de sécheresse et renforcement de l'affichage ;
- Passage à un relevé journalier des compteurs divisionnaires et à la tenue journalière du registre des prélèvements / consommations ;
- interdiction des lavages n'induisant pas de risques sur la sécurité sanitaire des aliments ou la sécurité ;
- Test des motopompes et des canons à mousse en fosse UVE, limité à 1 semaine sur 3 ;
- report des formations « Equipiers de première intervention » (EPI) ;

Seuil de crise (en complément des mesures du seuil précédent) :

- Complément d'information du personnel sur l'évolution de l'état de sécheresse et renforcement de l'affichage ;
- Consommation limitée aux usages essentiels pour assurer la continuité de l'activité.

L'exploitant doit pouvoir justifier à l'inspection des installations classées la mise en œuvre des mesures prescrites et transmet sous format informatique, à la demande, le registre de consommation d'eau.

Constats :

Le bilan des actions menées dans le cadre des mesures de gestion sécheresse figure dans les bilans hebdomadaires transmis à l'inspection.

Les actions concernent :

- l'information / sensibilisation des salariés
- l'affichage
- les rondes « sécheresse »
- les formations EPI
- le test des canons à mousse
- le test des motopompes
- les causeries sécheresse
- le relevé des compteurs

La situation de crise perdure depuis 2021.

Les bilans hebdomadaires ne permettent pas de suivre l'évolution des actions menées.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : Les bilans doivent permettre de suivre l'évolution des actions et l'adaptation des mesures compte tenu de la prolongation de la situation de crise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 17 : Sécheresse : bilan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 4.1.4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Sécheresse
Prescription contrôlée : Bilan À l'issue de chaque période de déclenchement d'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant : <ul style="list-style-type: none"> • l'évaluation a posteriori de son plan de réduction ; • un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités ; • les coûts afférents ; • et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement. Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"> • un mois après la fin des restrictions de prélèvement en cas de déclenchement du niveau d'alerte renforcée ; • avec le bilan annuel dans les autres cas.
Constats : La période de gestion de crise étant toujours en cours, PAPREC n'a pas réalisé de bilan. Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : Dans la continuité de l'observation formulée lors de l'inspection du 25/05/2023, l'inspection confirme à l'exploitant la demande de faire apparaître dans le bilan annuel 2023 le bilan des actions conduites dans le cadre de la gestion de la crise sécheresse reprenant les différents item de l'article 4.1.4 : <ul style="list-style-type: none"> • évaluation a posteriori du plan de réduction ; • volet quantitatif des prélèvements et rejets évités ; • coûts afférents ; • actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite